

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GALVANOPLAST REIMS

20 RUE JOSEPH CUGNOT
BP 83
51430 Tinquieux

Références : D3 i 2025-1194
Code AIOT : 0005701501

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement GALVANOPLAST REIMS implanté 20 rue Joseph Cugnot Zone Industrielle du Moulin de l'Ecaille 51430 Tinquieux. L'inspection a été annoncée le 15/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection, objet du présent rapport, s'inscrit dans le cadre du Plan d'Action Opérationnel Territorialisé et du récolement de la mise en demeure n°2023-MD-180-IC du 13/09/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVANOPLAST REIMS

- 20 rue Joseph Cugnot Zone Industrielle du Moulin de l'Ecaille 51430 Tinquaux
- Code AIOT : 0005701501
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVANOPLAST REIMS appartient au groupe GALVANOPLAST, spécialiste de la protection des pièces métalliques contre la corrosion. La société GALVANOPLAST REIMS met en œuvre notamment les procédés de zingage électrolytique, de phosphatation et de revêtements lamellaires. L'établissement est classé IED au titre de la rubrique 3260 pour un volume de bains de traitement évalué à 286 300 litres (286,3 m3).

Les eaux utilisées pour les procédés de traitement de surface sont prélevées au forage référencé 01321X0413. Les eaux usées industrielles sont rejetées après traitement au réseau des eaux pluviales qui aboutissent à la Vesle.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu récepteur	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Désenfumage – Commandes des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	3 mois
7	Moyens de lutte incendie – détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
12	Propreté de l'installation	AP Complémentaire du 20/01/2014, article 2.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie – moyens de lutte	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Recensement des parties à Risques	AP Complémentaire du 20/01/2014, article 8.2.2 et 8.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis notamment de lever la mise en demeure n°2023-MD-180-IC du 13/09/2023. D'autre part, l'Inspection a constaté que :

- l'exploitant n'est pas en mesure de statuer sur la compatibilité de ses rejets aqueux avec le milieu récepteur ;
- le système de sécurité incendie n'est pas pleinement opérationnel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu récepteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité milieu récepteur
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; - suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant rejette ses eaux industrielles, après traitement dans une station physico-chimique interne, dans le réseau d'eau pluviale qui se dirige ensuite vers la rivière <i>La Vesle</i>.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas présenté d'étude technique permettant de statuer sur la compatibilité de ses rejets aqueux avec le milieu récepteur. L'exploitant indique qu'il va se renseigner auprès de la Communauté Urbaine du Grand Reims, avec laquelle il a établi une convention de rejet, afin de vérifier si une étude a été réalisée par le passé. Dans le cas contraire, l'exploitant s'est engagé à réaliser l'étude de compatibilité.</p> <p>L'Inspection précise à l'exploitant que l'étude peut être alimentée avec les données issues de la surveillance des eaux, prélevées en amont et en aval de son point de rejet, que l'exploitant réalise. Un guide de la détermination de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur est disponible à l'adresse suivante :</p> <p>https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 6 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection une étude de compatibilité de ses rejets avec le</p>

milieu récepteur. Cette étude devra démontrer que les valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2014 et par l'arrêté ministériel du 30/06/2006 sont compatibles avec le milieu récepteur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Polluants à contrôler

Prescription contrôlée :

[...]

I. Sans préjudice des dispositions précédentes, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les valeurs limites d'émission en concentration pour les métaux sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté.

Le rejet est dit direct lorsqu'il s'effectue dans le milieu naturel après la station de traitement de l'installation.

Le rejet est dit raccordé lorsqu'il s'effectue dans le réseau de collecte d'une station d'épuration extérieure.

1- Polluants spécifiques du secteur d'activité

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes avant rejet au milieu naturel :

	« N° CAS	C o d e S A N D R E	Valeur limite d e concentratio n	Activité visée	Condition sur le flux
Ag	7440-22-4	1368	0,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 1 g/j
Aluminium	7429-90-5	1370	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Cadmium et s e s composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	0,2 mg/l 0,1 mg/l 50 µg/l	- pour les installations ayant une activité de réparation et d e rénovation	

				rénovation - pour les installations ayant une activité les ateliers de cadmiage - sinon	
Chrome VI (en Cr ⁶⁺)	18540-29-9	1371	0,1 mg/l		
Chrome III	7440-47-3	5871	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	1,5 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Fer	7439-89-6	1393	5 mg/l		Si le flux est supérieur à 10 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,5 mg/l 0,4 mg/l	- pour les installations ayant une activité de réparation et de rénovation - sinon	
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j

Etain et ses composés	7439-96-5	1394	2 mg/l		Si le flux est supérieur à 4 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	3 mg/l		Si le flux est supérieur à 6 g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	67-66-3	1135	1mg/l 0,25mg/l	- pour les installations avec une activité utilisant des bains de nickel chimique et/ou de zinc/nickel - sinon	

2- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

<u>Substances de l'état chimique</u>			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Diphényléthers bromés	-	-	50µg/l (somme des composés)
Tétra BDE 47*	5436-43-1	2919	25 µg/l

Penta BDE 99*	60348-60-9	2916	25 µg/l
Penta BDE 100	189084-64-8	2915	-
Hexa BDE 153*	68631-49-2	2912	25 µg/l
Hexa BDE 154	207122-15-4	2911	-
HeptaBDE 183*	207122-16-5	2910	25 µg/l
DecaBDE 209	1163-19-5	1815	-
Chloroalcanes C10-13*	85535-84-8	1955	25 µg/l
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	75-09-2	1168	50 µg/l au delà de 1g/j
Fluoranthène	206-44-0	1191	25 µg/l au delà de 1g/j
Naphtalène	91-20-3	1517	130 µg/l au delà de 1g/j
Mercure et ses composés*	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nonylphénols *	84-852-15-3	1958	25 µg/l
Octylphénols	1806-26-4	6600 / 6370 / 6371	25 µg/l au delà de 1g/j
Tétrachloroéthylène	127-18-4	1272	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Trichloroéthylène	79-01-6	1286	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Composés du tributylétain (tributylétain-cation)*	36643-28-4	2879	25 µg/l
<u>Autres substances de l'état chimique</u>			

D i (2 - éthylhexyl)phthalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l
Quinoxylène*	124495-18-7	2028	25 µg/l
« Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD »	-	7707	25 µg/l
Aclonifène	74070-46-5	1688	25 µg/l au delà de 1g/j
Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l au delà de 1g/j
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l au delà de 1g/j
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l au delà de 1g/j
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l
Heptachlore* et é p o x y d e d'heptachlore*	76-44-8/1024-57-3	7706	25 µg/l
<u>Polluants spécifiques de l'état écologique</u>			
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	<p>- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l</p> <p>- 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l</p>

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Les résultats de prélèvements instantanés évoqués à l'article 33 qui peuvent être réalisés en dehors de campagnes de prélèvements inopinéés ne peuvent excéder le double de la valeur limite. D'autres métaux et métalloïdes sont susceptibles d'être mis en œuvre dans l'installation (zirconium, vanadium, molybdène, cobalt, manganèse, titane, béryllium, silicium...). Dans ce cas, l'arrêté préfectoral d'autorisation définit une valeur limite d'émission en termes de concentration pour chacun d'entre eux.

II. Les valeurs limites en termes de concentration pour les autres polluants sont définies comme suit en mg/l (milligramme par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté :

POLLUANT	Rejet direct (en mg/l)	Rejet raccordé (en mg/l)	CONDITION SUR LE FLUX
MES	30	30	Si le flux est supérieur à 60 g/j.
CN libres	0,1	0,1	/
F	15	15	Si le flux est supérieur à 30 g/j.
Nitrites	20	/	Si le flux est supérieur à 40 g/j.
Azote global	50	150	Si le flux est supérieur à 50 kg/j.
P	10	/	Si le flux est supérieur à 20 g/j (direct).
/	50	Si le flux est supérieur à 100 g/j (raccordé).	
DCO	300	600	/
Indice hydrocarbure	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j.
AOX (*)	5	5	Si le flux est supérieur à 10 g/j.

(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

En rejet direct, lorsque le respect des valeurs limites d'émission relatives aux ions fluorures (F⁻) et aux composés organiques halogénés (AOX) n'est pas possible dans les conditions économiquement acceptables, l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe une valeur limite qui peut excéder la valeur applicable ci-dessus, à condition que l'étude d'impact ou l'étude d'incidence ait démontré l'acceptabilité par le milieu.

Si la valeur limite d'émission en DCO n'est pas pertinente compte tenu de la nature des effluents rejetés, elle peut être remplacée par une valeur limite d'émission en carbone organique total (COT = DCO/3).

[...]

Constats :

Par courrier électronique du 15/11/2025, l'exploitant a transmis les rapports d'analyse effectuée sur ses rejets d'eaux industrielles en date du 13/03/2025, 21/05/2025 et 24/09/2025.

L'Inspection rappelle à l'exploitant qu'il est soumis à l'arrêté ministériel du 30/06/2006, qui fixe des valeurs limite d'émission pouvant être plus restrictives que son arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces rapports font état d'un certain nombre de dépassements, mentionnés ci-dessous :

- contrôle du 13/03/2025 : azote global (66,0 mg/l pour 50 mg/l), trichloroéthylène (170 µg/l pour 25 µg/l) ;
- contrôle du 21/05/2025 : azote global (65,5 mg/l pour 50 mg/l), cyanure libre (0,17 mg/l pour 0,1 mg/l), nickel (2230 µg/l pour 2 mg/l) ;
- contrôle du 24/09/2025 : azote global (64,6 mg/l pour 50 mg/l), cyanure libre (0,12 mg/l pour 0,1 mg/l).

L'exploitant n'analyse pas le paramètre argent. L'exploitant précise qu'il n'utilise pas de produit contenant de l'argent dans son procédé. Les paramètres aluminium et étain ne sont analysés qu'une fois par an.

L'exploitant justifie les dépassements constatés par le fait que l'article 10.2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014-APC-5-IC du 20/01/2014 prescrit que « dans le cas d'une consommation d'eau inférieure à la consommation spécifique de référence (8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage), des valeurs limites d'émission plus élevées, calculées comme indiqué au présent article ». Or cette prescription est complétée par cette mention « à condition que l'acceptabilité de ces valeurs d'émission par le milieu récepteur soit démontrée par l'exploitant ». Comme mentionné dans le constat n°1, l'exploitant n'a pas présenté d'étude permettant de démontrer la compatibilité de ses rejets avec le milieu.

L'Inspection rappelle également que cette prescription est assujettie d'un calcul annuel de la consommation spécifique de l'installation et que ce calcul est tenu à la disposition de l'Inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 6 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection une étude de compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur. Cette étude devra démontrer que des valeurs limites d'émission plus élevées que celles fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2014 et par l'arrêté ministériel du 30/06/2006 peuvent être compatibles avec le milieu récepteur. De plus, l'exploitant transmet son calcul annuel de la consommation spécifique pour l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Désenfumage – Commandes des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 13/03/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que les boîtiers de désenfumage sont équipés d'un thermofusible qui se déclenche en cas d'élévation de température (90°C) et permette d'ouvrir les trappes de désenfumage.</p> <p>L'Inspection constate donc que la mise en demeure peut être levée.</p> <p>L'exploitant a également mentionné qu'il réalise actuellement de gros travaux de remise en état de son installation de désenfumage, qui n'avait pas été entretenue depuis de nombreuses années. Les travaux sont prévus d'être finalisés pour fin de l'année 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs de conformité de son installation de désenfumage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 13/12/2023

Prescription contrôlée :

Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.

Mise à jour de la prescription depuis le 20/04/2023 :

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Par courrier électronique du 15/11/2025, l'exploitant a transmis :

- le rapport de vérification réalisée en 2024 : 44 NC dont 22 déjà signalées ;
- le rapport de vérification du 27/03/2025 : 18 NC dont 5 déjà signalées ;
- le Q18 du 21/03/2025, qui certifie que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion ;
- une facture du 28/08/2025 pour la mise en conformité de 8 écarts (dont 2 déjà signalés).

L'Inspection constate que l'exploitant a résorbé la majorité des écarts constatés depuis plusieurs années.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification par thermographie infrarouge réalisée le 25/09/2025. Le rapport fait état de deux anomalies (non signalées auparavant). L'exploitant indique avoir réalisé les travaux de mise en conformité le 26/09/2025. L'organisme de contrôle met à disposition de l'exploitant un portail permettant de suivre les actions correctives issues des vérifications des installations électriques. Cet outil permet de laisser un commentaire et une date de réalisation des actions correctives.

L'Inspection constate donc le respect de cette prescription et propose la levée de la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2023

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.</p> <p>Article 54 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 (rubrique ICPE 2565) : Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier électronique du 15/11/2025, l'exploitant informe l'Inspection que les chauffages par résistance électrique ont été remplacés par des radiaplaques alimentés en eau chaude, supprimant ainsi le risque incendie. Lors de la visite, l'exploitant a présenté la facture de réception des radiaplaques datée du 31/01/2025. L'exploitant a réalisé l'installation des radiaplaques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens de lutte incendie – moyens de lutte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>L'article 8.7.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/01/2014 précise les moyens de défense incendie qui doivent être présents sur l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par courrier électronique du 15/11/2025, le rapport de vérification de ses extincteurs du 05/03/2025. Une remise en état du parc d'extincteurs a été réalisé le 27/11/2024. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le certificat N4 daté du 10/03/2025, et faisant</p>

<p>suite à la remise en état du parc, qui statue sur la conformité du parc d'extincteurs présent sur le site.</p> <p>L'Inspection a également constaté la présence d'un bac à sable sur le site. L'exploitant indique avoir mis en place deux bacs à sable le 9/11/2023.</p> <p>Par sondage, l'Inspection constate le respect de cette prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Moyens de lutte incendie – détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 13/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>III. - Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>IV. - L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, par courrier électronique du 15/11/2025, le rapport de vérification de son système de sécurité incendie du 18/07/2025.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique à l'Inspection que son système de sécurité incendie est vétuste et que certaines zones de son installation ne sont plus protégées. De plus, il indique que l'alarme incendie n'entraîne pas l'arrêt des systèmes d'aspiration des vapeurs.</p> <p>L'exploitant est actuellement en cours de réhabilitation de son système de sécurité incendie. Pour le moment, l'exploitant a réalisé un devis auprès d'un prestataire. Le devis est en cours de validation par son assureur, qui exige un certain nombre de protection suite à un incendie qui s'est déroulé sur le site Galvanoplast situé à Seloncourt (25). L'exploitant indique qu'il prévoit la réalisation des travaux d'ici fin 2026.</p> <p>Par courrier électronique du 26/11/2025, l'exploitant a transmis le devis édité le 29/10/2025 concernant la réhabilitation de son système de sécurité incendie.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant que son système de sécurité incendie doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/2006.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, sous un délai de 12 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 8 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p>

<p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier électronique du 15/11/2025, l'exploitant a transmis un document « Prévention du risque de pollution des eaux » établi en avril 2013. Ce document décrit les moyens mis en œuvre et la justification du dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction.</p> <p>Les volumes de rétention sont de 451 m³ en interne (sol bâtiment, local chauffage, station physico-chimique, réseau eaux pluviales / eaux usées).</p> <p>Par sondage, l'Inspection a également constaté le bon état des bordures de surélévations qui permettent la rétention des eaux sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>Arrêté préfectoral du 20/01/2014, article 8.7.3 :</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[...]</p> <p>la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier électronique du 15/11/2025, l'exploitant a transmis son Plan d'Opération Interne dans lequel est mentionné la localisation des organes de commande des obturateurs, ainsi que la procédure dédiée à leur déclenchement.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que son personnel a connaissance de la procédure mentionnée précédemment et qu'il est exercé à la manipulation des organes de commande des obturateurs. L'exploitant s'est engagé à former son personnel de maintenance à la manipulation de ses organes de commande.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Sous 3 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs attestant de la manipulation des organes de commande des obturateurs par son personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2014, article 8.2.2 et 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 16/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/11/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.2.2 :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>[...]</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>Article 8.2.1. :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est rendu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier électronique du 15/11/2025, l'exploitant informe l'Inspection que l'état des stocks des produits chimiques est suivi informatiquement. Une extraction en date du 31/10/2025 a été transmise. Le plan général de stockage est disponible dans le plan d'opération interne.</p> <p>Par sondage, l'Inspection constate le respect de cette prescription.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte incendie – moyen d’alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
--

Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte
--

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2023

Prescription contrôlée :

L'installation est notamment dotée :

a) d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

Constats :

L'exploitant informe l'Inspection, par courrier électronique du 15/11/2025, qu'il souhaite modifier son système de sécurité incendie suite à l'incendie du site de Galvanoplast à Seloncourt, notamment en raison des différentes demandes de renforcement du système de la part de son assureur.

D'autre part, plusieurs postes téléphoniques permettant un appel au secours sont disponibles dans l'entreprise. Des rondes le week-end, hors présence personnel, sont effectuées afin de s'assurer de la bonne fermeture des installations du site. En cas d'incendie en dehors des rondes, le site est uniquement couvert par l'alarme incendie, sans alerte/report permettant d'alerter les secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006, sous un délai de 12 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
--

Proposition de délais : 12 mois

N° 12 : Propreté de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/01/2014, article 2.3.1
--

Thème(s) : Autre, Déchets éparses

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

- date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2023

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Constats :

Par sondage, l'Inspection constate la présence de quelques palettes contenant des sacs de produits chimiques, notamment d'acide sulfamique. L'exploitant indique que ces sacs ont été retrouvés lors du démantèlement des racks de stockage et qu'il va évacuer petit à petit dans sa station de traitement physico-chimique les produits chimiques. Il indique qu'il va utiliser l'acide sulfamique pour corriger le pH de ses rejets aqueux. Ces produits ne sont habituellement utilisés par l'exploitant dans sa station de traitement. L'acide sulfamique est un produit détergent utilisé par le secteur d'activité de la galvanoplastie notamment.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs d'évacuation, des sacs de produits chimiques, vers une filière de traitement de déchets agréée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois